

L'expert indépendant de l'ONU alerte sur la dégradation de la situation au Burundi

@rib News, 26/06/2010 â€“ Source OHCHRBurundi : lâ€™Expert indÃ©pendant des Nations Unies lance un avertissement sur des violations des droits de lâ€™homme autour des Ã©lections prÃ©sidentielles GENEVE (25 juin 2010) â€“ A la veille des Ã©lections prÃ©sidentielles au Burundi, lâ€™expert indÃ©pendant des Nations Unies Akich Okola demande Ã un dialogue constructif entre le gouvernement et tous les partis politiques pour faire en sorte que les Ã©lections se dÃ©roulent en paix et de maniÃ¨re dÃ©mocratique. « Depuis ma derniÃ¨re visite, et en relation avec les Ã©lections communales du 24 mai 2010, jâ€™ai pris note, avec inquiÃ©tude, des rapports croissants des violations des droits de lâ€™homme, dont des cas dâ€™arrestation et dâ€™intention arbitraires ainsi que dâ€™harcÃ©lement des opposants et de leurs partisans. Jâ€™ai aussi pris note de la dÃ©gradation de la situation liÃ©e Ã la sÃ©curitÃ© avec des attaques Ã la grenade qui ont tuÃ© des personnes et dÃ©truit des propriÃ©tÃ©s. Lâ€™expert indÃ©pendant mandatÃ© par le Conseil des droits de lâ€™homme pour suivre la situation des droits de lâ€™homme au Burundi.

« Je suis inquiet que la situation provoque plus de violence et des violations des droits de lâ€™homme », avertit M. Okola. Depuis mai 2010, le Burundi est engagÃ© dans lâ€™organisation dâ€™Ã©lections gÃ©nÃ©rales, les deuxiÃ¨mes depuis les Ã©lections de paix dâ€™Arusha en 2000, et les Ã©lections prÃ©sidentielles sont prÃ©vues pour ce 28 juin. « Je regrette le fait que, comme je lâ€™ai annoncÃ© lors de ma derniÃ¨re visite, les partis politiques aient dÃ©cidÃ© de boycotter les Ã©lections prÃ©sidentielles et lÃ©gislatives pour protester contre ce quâ€™ils estiment comme irrÃ©gularitÃ©s qui se seraient passÃ©es lors des Ã©lections communales du 24 mai 2010 », a rÃ©citÃ© lâ€™expert des droits de lâ€™homme. Lâ€™expert indÃ©pendant des Nations Unies a invitÃ© les partis politiques Ã continuer de participer au processus Ã©lectoral, particuliÃ¨rement les Ã©lections lÃ©gislatives du 23 juillet 2010. « Boycoter les Ã©lections entraverait le processus dÃ©mocratique qui a Ã©tÃ© lancÃ© avec les Ã©lections rÃ©gionales de 2005 et pourrait accroÃ®tre le risque de violence et dâ€™insÃ©curitÃ© dans le pays », a-t-il soulignÃ©. M. Okola invite la communautÃ© internationale Ã intervenir de faÃ§on urgente afin de faire en sorte que la situation ne se dÃ©tÃ©riorÃ© davantage et quâ€™elle ne nÃ©cessite ni lâ€™entrave du processus de paix pour lequel elle a investi Ã©normÃ©ment. « Je fÃ©licite mon successeur, M. Fatsah Ougergouz et lui souhaite bonne chance et plein succÃ¨s dans lâ€™accomplissement de son mandat », a dit M. Okola qui aura accompli six ans en tant quâ€™expert indÃ©pendant sur la situation des droits de lâ€™homme au Burundi et dont le mandat prend fin en juillet 2010. NDIR : OHCHR = Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de lâ€™homme - HCDH)